

Russie - Quelques remarques

24 février 2022

L'action militaire de la Russie en Ukraine a fait bondir le prix du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril. La deuxième phase de l'opération russe, après les annonces de lundi, a commencé.

L'objectif serait de démilitariser les régions qu'il considère comme indépendantes et de les dénazifier. Cela ouvre la possibilité à tous les excès.

Jusqu'à présent la réponse occidentale passe par la mise en place de sanctions essentiellement financières. Cette réponse est asymétrique par rapport à l'agression militaire. Elle considère que l'impact négatif des sanctions sur l'activité et l'emploi permettra d'infléchir l'action du gouvernement russe voire de le rendre impopulaire l'obligeant à quitter le pouvoir. Jusqu'à présent, cela n'a généralement pas fonctionné. Les sanctions pèsent sur l'activité à court terme et l'économie s'adapte. Il est rare que les gouvernements soient renversés.

Cette dimension asymétrique a reflété, par le passé, la réticence, à juste titre, des pays occidentaux à entrer dans un conflit armé alors que la Russie s'appuie sur ce levier. S'appuyant sur des menaces très différentes l'accentuation du rapport de force ne peut s'inverser rapidement.

Pour les européens, la situation est particulière puisqu'un pays européen est agressé. Par le passé, le conflit avec la Géorgie, n'était pas perçu comme une menace pour l'Europe mais plutôt comme une réminiscence de l'ex-URSS Ce n'est clairement pas le cas avec l'Ukraine.

Au delà des tensions diplomatiques majeures, les risques sont économiques en Europe.

Le premier est un risque d'écorner la dynamique de croissance. Cela peut provenir d'un problème d'approvisionnement en matières premières tant sur les quantités que sur les prix. Ce pourrait être le cas de l'Allemagne pour le gaz et pour l'Europe globalement pour le pétrole.

Le risque sur l'activité pourrait provenir de l'incertitude provoquée par des tensions diplomatiques ou par des risques de guerre. L'économie peut être pénalisée par des reports de dépenses. Une entreprise peut repousser sa décision d'investissement en attendant une réduction des risques. Les ménages peuvent aussi reporter leurs achats notamment sur les biens durables.

Le deuxième type de risque économique est le maintien de tensions sur le prix des matières premières et notamment de l'énergie. La hausse du prix du baril de pétrole au-dessus de 100 dollars le baril l'illustre bien. La Russie est un très important pourvoyeur de matières premières. Un conflit pourrait se traduire par des prix durablement élevés. Le pouvoir d'achat des européens en serait affecté. L'achat d'une énergie plus chère se ferait aux dépens d'autres types de consommation

En cas de non résolution rapide des tensions avec un risque de conflit militaire entre la Russie et l'Occident sur la question de l'Ukraine, le **risque est celui d'une réduction de la croissance et d'un taux d'inflation durablement plus élevé**. Il est pour l'instant trop tôt pour conclure et chiffrer ces évolutions.

L'impact sera aussi sur les prix alimentaires, notamment celui du blé. La Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine fournissent 40% des exportations mondiales de blé. L'Europe qui est un exportateur important (37 millions de tonnes sur les 200 millions qui sont échangées) va dans sa stratégie Farm to Fork réduire sa production de blé de 10 à 20% à l'horizon 2050 au risque de ne plus exporter. Les pays du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient pourraient ne plus être alimentés en blé européen. Avec le conflit en Ukraine, le risque est de renforcer le caractère stratégique du blé surtout si l'Europe maintient sa stratégie de réduction de sa production. L'impact de la Russie ira alors bien au delà de l'Europe et son action pourrait être déstabilisante dans de nombreuses régions du monde s'il y a rationnement du blé.

Le dernier point sur le risque économique est de voir la BCE reporter les annonces qu'elle aurait pu faire lors de sa réunion du 10 mars. D'une manière générale, l'irruption de l'incertitude va pénaliser les actifs risqués et renforcer les actifs sans risque comme les obligations d'Etat.

Mentions Légales

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l’Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018. Société anonyme au capital de 48 518 602 € – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753. Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.comCe document est destiné à des clients professionnels, au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l’autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu’elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d’une information contenue dans ce document, ni de l’utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d’un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l’auteur (s) référencé (s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu’elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Natixis Investment Managers

Le présent document est fourni uniquement à des fins d’information aux prestataires de services d’investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l’exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d’investissement de s’assurer que l’offre ou la vente de titres de fonds d’investissement ou de services d’investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International - Société de gestion de portefeuilles agréée par l’Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Gare Maritime, Rue Picard 7, Bte 100, 1000 Bruxelles, Belgique

En Suisse Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, SwitzerlandSàrl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d’un ensemble divers d’entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu’elles proposent et les produits qu’elles gèrent ne s’adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l’exactitude, l’adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d’achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d’investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d’investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l’auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.